



AVOCATS EUROPÉENS DÉMOCRATES
ABOKATU DEMOKRATA EUROPARRAK
EUROPÄISCHE DEMOKRATISCHE RECHTSANWÄLTE
ADVOCATS EUROPEUS DEMOCRATES
ABOGADOS EUROPEOS DEMOCRATAS
AVVOCATI EUROPEI DEMOCRATICI
EUROPESE DEMOKRATISCHE ADVOKATEN
EUROPEAN DEMOCRATIC LAWYERS

Communiqué de Presse sur le sommet du G8 6-8 Juin, 2007

Pendant le sommet du G8, qui s'est tenu à Heiligendamm du 6 à 8 Juin 2007, un grand nombre d'avocats allemands appartenant à la RAV (Association des Avocats Rëpublicains) et au Strafverteidigervereinigung de Mecklenburg-Vorpommern (Association des Avocats de la Défense), ainsi que des avocats de l'AED (Avocats Démocratiques Européens) et de la Legal Team Europa se sont engagés pour défendre les droits fondamentaux des personnes venues de toute l'Europe pour manifester leur opposition au G8.

Le nombre de manifestants arrêtés pendant le sommet est impressionnant: plus de 1000. Parmi eux, neuf seulement ont été mis en accusation et condamnés. Un homme est encore en détention. Des centaines de manifestants ont reçu des ordres d'expulsion. La plupart des arrestations n'étaient pas liées à des activités illégales, mais justifiées par des raisons de sécurité et de prévention.

A l'exception de celle du 2 Juin, aucune manifestation n'a connu de moments de forte tension et la plupart les actions de protestation se sont concentrées sur le blocage des points d'accès à la zone de Heiligendamm entouré de grillages barbelés. Les blocages ont fait face un déploiement policier impressionnant mais aucun épisode de violence n'a été recensé.

La plupart des arrestations se sont déroulées en marge des manifestations et visaient des groupes isolés de manifestants. Les personnes arrêtées étaient en possession de vêtements susceptibles, selon la police, d'être utilisés pour se masquer. Au moment de l'arrestation aucune des personnes n'était masquée, mais elles portaient avec elles des écharpes (pour se protéger du soleil), des bandanas ou même des lunettes du soleil.

La police arrêtait aussi ceux qu'elle avait identifiée comme ayant participé à des actions précédentes. Près du centre de convergence ou dans la rue, des groupes de policiers arrêtaient des personnes "identifiées" par un détail de vêtement. Certaines ont été retenues et photographiés avec un logiciel spécial capable de reconnaître les visages, elles étaient ensuite arrêtées.

Les preuves recueillies de cette façon n'avaient aucune valeur juridique et, comme indiqué plus haut, toutes les personnes arrêtées ont été libérés au bout d'un certain temps. Il s'agissait en fait d'un système illégal d'indexation massive et de terrorisme psychologique. La police était bien consciente que la justice n'allait pas valider les arrestations, mais ils ont continué à le faire avec un tout un autre but. Il ne s'agissait pas de l'arrestation de possibles criminels mais de la création de bases de données sur les manifestants, d'intimidation psychologique et de la création des faux antécédents policiers pour une utilisation ultérieure.

Un nouvel élément de l'activité policière a été la présence de "groupes anti-conflits" formés par des agents sans casques et identifiés par leur veste qui jouaient le rôle de médiateurs avec les manifestants, pendant que de l'autre côté des agents filmaient la scène.

L'AED dénonce ces systèmes à l'apparence souple mais qui révèlent une autre face, peut-être encore plus dure, de la répression policière. Le fait que peu des gens aient été gravement blessés est positif, mais d'un autre côté, plus de 1000 manifestants ont été arrêtés sans preuves valables de leur culpabilité et dans des conditions de détention inhumaines, comme cela a déjà été dénoncé par plusieurs associations, y compris l'AED.

L'AED dénonce aussi les attaques sur la liberté de la défense, comme l'intimidation des avocats de différentes nationalités de la Legal Team qu'on a sérieusement empêché de faire leur travail, y compris en mettant en danger leur intégrité personnelle. Nous sommes solidaires avec eux.

Finalement, l'AED dénonce les graves obstacles mis par l'autorité pour accéder aux centres de détention et qui ont partiellement empêché les avocats d'assister leurs mandataires. La Legal Team a déjà organisé une manifestation contre ce comportement illégal.

25/6/2007

AED – Avocats Démocrates Européens
www.aed-edl.net